

Compte rendu de la table ronde

Expériences diasporiques croisées : Comores et mondes malgaches hors de France

Cadre : Axe 1 - Connaissance des diasporas, dans le cadre de Zama 2026 (Passerelles, 10 ans), en coopération entre l'UNACOF (Union des associations comoriennes de France) et FACT Madagascar. Samedi 4 juillet 2026, 17 h 00 - 18 h 30, auditorium de l'Espace Bernanos, Paris. La table ronde préparait l'atelier « Inclusions et migration » du lendemain

Intervenants : Mirana Rajoharison, fondatrice de l'association Alefa Diaspora (Belgique) ; Mbaé Tahamida Mohamed, dit Soly, pionnier du hip-hop marseillais et médiateur social et culturel (diaspora comorienne de France) ; Massoundi Soilihi, animateur éducatif passé par l'ASCOBEF aux Comores et les Nations unies, engagé à l'UNACOF ; Nathanaëlle-Bivia Gaston Andoniaina, née aux Comores de parents malgaches, engagée chez FACT Madagascar et ZAMA ; Hery Rakotoarisoa, secrétaire général de FACT Madagascar ; en visioconférence depuis les États-Unis, Velotiana Rakotoanosy Raobelina, ancienne diplomate. Jean Razafindambo (Canada), annoncé, n'a pas pu participer

Public : les échanges avec la salle ont été nourris, avec notamment l'intervention d'Abdillah Ibrahim, président de l'UNACOF, et le débat le plus vif de la journée en fin de séance

Introduction : sortir du face-à-face franco-malgache

1. La diaspora malgache de France se suffit souvent à elle-même, avait reconnu l'animateur. Cette table ronde faisait le pari inverse : croiser les regards avec la diaspora comorienne, dont l'histoire est entrelacée à celle de Madagascar, et avec les Malgaches installés hors de France, de Bruxelles à Washington.

2. Le résultat a été l'une des sessions les plus personnelles du festival : moins de chiffres, davantage de trajectoires, et quelques débats francs sur ce que les diasporas font vraiment de leur argent et de leur énergie.

Des profils que la France ne soupçonne pas

3. Mirana Rajoharison a ouvert une fenêtre sur une diaspora méconnue : celle de Belgique, dont elle anime l'association Alefa Diaspora, active dans le plaidoyer international sur les migrations et à l'origine d'un projet de chambre de commerce Europe-Madagascar.

4. Faute de lien colonial entre la Belgique et Madagascar, la diaspora ne s'y est pas construite par les études, comme en France, mais par d'autres chemins : des femmes venues par le mariage après des correspondances en ligne, des jeunes filles au pair qui économisent leur année pour financer une première inscription universitaire et changer de statut.

5. Des profils souvent regardés de haut, dont elle a défendu la force avec admiration : ces femmes envoient plusieurs valises par an au pays, y retournent chaque année ou y envoient un membre de la famille, et certaines, issues de la côte de la vanille, y ont créé des écoles.

6. « On n'a pas le même profil ni le même comportement, mais on a le même attachement à Madagascar. » L'engagement y est moins formel qu'en France, pas moins réel.

7. Depuis les États-Unis, malgré une connexion capricieuse, Velotiana Rakotoanosy Raobelina a décrit une diaspora américaine plutôt tournée vers le culturel et le cultuel, et son propre engagement, récent, né de sa carrière diplomatique : la sensibilisation de la diaspora américaine à la concertation nationale lancée après les événements récents au pays, dont le volet diaspora avait déjà commencé.

La leçon comorienne : intégration ici, développement là-bas

8. Le récit de Soly a donné à la table ronde sa profondeur historique. Arraché à Madagascar à 12 ans, pionnier du hip-hop à Marseille avec le groupe B.VICE, il a consacré sa vie à la médiation sociale et culturelle dans les quartiers nord.

9. Son studio d'enregistrement, ouvert aux jeunes « pour qu'ils ne fassent pas de bêtises », a vu passer, avant la célébrité, Soprano, L'Algérino ou les artistes de la scène marseillaise, mais aussi, ce dont il est plus fier encore, des jeunes devenus avocats, entrepreneurs ou banquiers, qui aident aujourd'hui les Comores en retour. Son engagement antiraciste a une date de naissance :

10. Ibrahim Ali, c'était un minot de mon groupe B.VICE, qui a été tué [par des colleurs d'affiches d'extrême droite, en 1995]. Il a fallu 26 ans de combat sur Marseille pour que la ville reconnaisse que c'était un crime raciste, et pour qu'aujourd'hui une avenue porte son nom. L'intégration, c'est aussi ça : il était pleinement français et comorien, et il n'y a pas de raison qu'il n'y ait pas quelque part dans ce pays une trace de son passage.

— Mbaé Tahamida Mohamed, dit Soly

11. Le travail de l'UNACOF et de ses associations membres inverse la perspective habituelle des diasporas : le premier objectif est l'intégration, la formation et l'insertion des jeunes ici, en France, par la musique, la danse et les nouvelles technologies, pour en faire « des citoyens lambda ».

12. Le lien au pays d'origine vient ensuite, et il se transforme : une génération née en France ne comprend plus pourquoi on enverrait de l'argent construire une mosquée au village quand des jeunes galèrent ici. Faire le pont entre ces deux réalités, c'est précisément le métier de la médiation.

13. Soly y ajoute sa part artistique : une pièce de théâtre montée avec une complice pour explorer ce qui lie et ce qui blesse à la fois Malgaches et Comoriens, jusqu'aux traumas

communs, et réparer ce qu'il appelle l'âme malgache qui est aussi l'âme comorienne, en souvenir d'un océan Indien où des sultans comoriens étaient d'origine malgache.

14. Massoundi Soilihi a apporté le regard du nouvel arrivant : en France depuis 2022 seulement, formé en sociologie à l'université d'Antananarivo, passé par l'ASCOBEF, l'association comorienne de santé familiale qui a osé parler de planification familiale et de sexualité dans une société conservatrice, puis par les Nations unies comme volontaire.

15. Son credo tient dans le changement des mentalités par l'exemple : dans sa communauté, une initiative de jeunes qui nettoyaient le village chaque dimanche, partie de deux ou trois volontaires, a fini par en mobiliser une trentaine, décrocher un financement de l'ambassade des États-Unis, et lui valoir une bourse du programme Mandela Washington Fellowship.

16. Trois ou quatre jeunes de sa localité l'ont obtenue après lui. « C'est ça, l'engagement : les jeunes ont vu que c'était possible. »

Se sentir d'une diaspora dans une autre diaspora

17. Nathanaëlle-Bivia Gaston Andoniaina incarne le sujet même de la table ronde : née aux Comores de parents malgaches, arrivée en France il y a neuf ans, engagée chez FACT Madagascar et dans l'organisation de ZAMA. Elle a dit avec une sincérité rare le vertige identitaire du départ :

18. Quand j'ai intégré l'associatif diasporique malgache, j'étais un peu perdue dans l'identité : je me demandais est-ce que je dois choisir, est-ce que j'ai fait assez pour ce pays que finalement je ne connais pas. C'est une construction. Et très souvent, l'engagement, ce sont les personnes avec qui on travaille qui nous donnent envie de continuer : on a plus de raisons de continuer que d'arrêter.

— Nathanaëlle-Bivia Gaston Andoniaina

19. Ni la langue, qu'elle ne parle pas, ni les frontières ne l'ont arrêtée : parler le shikomori et circuler entre les cultures est même devenu sa force.

20. Elle a plaidé pour désenclaver les imaginaires : le panafricanisme est trop souvent centré sur l'Afrique de l'Ouest, « on a 54 pays, zoomez un peu sur l'Afrique australe » ; Madagascar appartient à une communauté économique régionale dont ses diasporas ne se saisissent pas ; et l'excellence existe, du concours d'entrepreneuriat panafricain aux jeux vidéo made in Madagascar salués sur les réseaux.

21. Les dispositifs communs commencent d'ailleurs à exister : FACT accompagne des associations comoriennes, et la coopération régionale sur les politiques migratoires (CRPM) fait travailler ensemble Malgaches, Comoriens, Camerounais et Guinéens.

Fédérer sans guerre de chefs

22. Comment les Comoriens ont-ils réussi à se structurer là où la diaspora malgache reste, selon les mots mêmes de Nathanaëlle, « collective mais individualiste » ?

23. Massoundi Soilihi a décrit la mécanique de l'UNACOF vue de l'intérieur : des centaines de micro-associations villageoises, qui cotisent entre elles pour des travaux au pays, trouvent dans la fédération de la formation, de la professionnalisation et des opportunités, jusqu'à l'aide aux membres confrontés aux nouveaux tests civiques français.

24. Son association communautaire vient d'inscrire dans ses statuts un poste de coordinateur de projets chargé de répondre aux appels d'offres plutôt que de tout financer par cotisations : un petit pas statutaire, une vraie révolution culturelle.

25. Abdillah Ibrahim, président de l'UNACOF, venu en voisin avant un départ pour les Comores, a résumé l'esprit : Comores et Madagascar ont des communs, notamment dans l'engagement associatif, et FACT, qui a « une longueur d'avance techniquement », a beaucoup à partager dans le cadre du FORIM.

26. Hery Rakotoarisoa a justement précisé la position de FACT Madagascar, forte d'une soixantaine de projets accompagnés depuis 2017 et d'un million d'euros de subventions distribuées, quelques projets comoriens compris.

27. Membre du FORIM, le forum des mille associations issues des migrations qui sert de point d'entrée au gouvernement français, FACT participe à la consolidation de la diaspora, y compris via l'initiative Connect Diaspora avec les autorités locales, mais refuse d'être la faïtière : fédérer, oui, représenter, non.

28. Mirana Rajoharison a appuyé d'expérience : ancienne directrice d'une plateforme des diasporas africaines d'Europe, elle a vu une petite association habituée à gérer 15 000 euros par an propulsée à la présidence d'une structure brassant 2,5 millions, et la guerre de chefs qui s'ensuivit.

29. Sa recette, tirée des coalitions mondiales sur les migrations : des coordonnateurs salariés plutôt que des présidents, pas de chef du tout. Et Patrick Rakotomalala avait rappelé le matin même la doctrine constante de ZAMA : rassembler, jamais représenter.

Le débat : grand mariage, transferts « perdus » et fierté retrouvée

30. La fin de séance a offert le débat le plus vif de la journée. Hery Rakotoarisoa a posé le problème côté malgache : la diaspora investit de l'ordre de 400 millions d'euros par an au pays, mais « de famille en famille, de petit groupe en petit groupe », sans résultats tangibles à l'échelle du pays ; le travail des associations est de rationaliser et de prioriser ces flux.

31. Côté comorien, Soly et Massoundi ont visé le grand mariage, cette institution où un membre de la diaspora peut dépenser en une semaine de festivités 20 000, 40 000, parfois 90 000 euros collectés pendant des années, avant de rentrer en France rembourser ses dettes.

32. Massoundi y voit l'entretien d'une passivité, tout en défendant les envois de survie : dans un pays où l'État a déserté le quotidien, l'argent du riz et de l'école doit continuer. Soly a raconté le travail culturel de longue haleine, quinze ans de scène slam qui ont libéré la parole des femmes :

***33.** Il y a aujourd'hui aux Comores une jeunesse éveillée sur les priorités. Des gens osent dire sur la place publique : moi, le grand mariage, je m'en fous, c'est mon avenir d'abord. C'était impossible avant. Cette révolution des mentalités est à faire aussi bien aux Comores qu'à Madagascar.*

— Mbaé Tahamida Mohamed, dit Soly

34. C'est alors que Mirana Rajoharison a bondi, contre une idée reçue que la journée entière avait laissée s'installer :

***35.** Ça me fait bondir qu'on dise que les transferts de fonds sont des fonds perdus. Ils sont tellement extraordinaires qu'ils dépassent l'aide publique au développement et l'investissement direct étranger. Et on nous dit que ce n'est pas ça qui va développer le pays ? L'aide au développement n'a pas développé nos pays non plus. Cet argent contribue aux objectifs de développement durable : nourrir, soigner, scolariser.*

— Mirana Rajoharison

36. Elle a poussé la pointe jusqu'à l'entrepreneuriat, rappel utile après l'après-midi consacrée à la repatriation : n'entreprend pas qui ne veut ou ne peut, c'est une mentalité et une niaque, et sommer chaque membre de la diaspora de transformer ses mandats familiaux en poulaillers productifs, c'est préparer des désillusions.

37. Le mot de la fin est revenu à la nuance : les deux choses sont vraies à la fois, l'argent de la dignité quotidienne n'est pas perdu, et les mentalités, au village comme dans la diaspora, peuvent évoluer vers l'investissement d'avenir.

Conclusion

38. Cette table ronde était la plus intime du festival, et peut-être la plus universelle. On y a entendu que les diasporas ne se ressemblent pas, entre la Belgique des mariages par correspondance, l'Amérique des associations culturelles et la France des anciens étudiants, mais qu'elles partagent le même attachement et les mêmes dilemmes.

39. Que l'intégration dans le pays d'accueil n'est pas une trahison du pays d'origine mais souvent sa condition, comme le montre un demi-siècle d'expérience comorienne à Marseille. Que fédérer des associations exige de tuer la guerre des chefs avant qu'elle ne naisse.

40. Et que l'argent des diasporas, qu'on le célèbre ou qu'on le critique, est déjà le premier investisseur étranger de nos pays : la seule vraie question est de savoir comment l'accompagner sans le mépriser.

Note méthodologique

- 41.** Ce compte rendu a été établi à partir de l'enregistrement vidéo de la session (samedi 4 juillet 2026, fin d'après-midi). Les citations entre guillemets ont été vérifiées mot à mot sur l'enregistrement ; la précision entre crochets sur les circonstances de la mort d'Ibrahim Ali (1995) est un ajout de contexte.
- 42.** Les noms des intervenants sont ceux du programme détaillé et de la page des intervenants de ZAMA 2026. L'intervention de Velotiana Rakotoanosy Raobelina a souffert de coupures de connexion et n'est restituée que partiellement.
- 43.** Le chiffre de 400 millions d'euros d'investissements annuels de la diaspora est rapporté tel qu'énoncé en séance ; il diffère de l'estimation de capacité (600 millions de dollars) citée la veille dans d'autres sessions à partir des enquêtes TADY, les deux mesurant des choses différentes.
- 44.** Les paragraphes sont numérotés en continu, citations comprises, pour faciliter les renvois et les relectures.